

LES RELATIONS CULTURELLES FRANCO-ROUMAINES À L'ÉPOQUE COMMUNISTE – SOUS LE SIGNE D'UNE PERMANENTE NÉGOCIATION*

Georgiana MEDREA**

FRANCO-ROMANIAN CULTURAL RELATIONSHIPS IN THE COMMUNIST PERIOD UNDER THE SIGN OF A PERMANENT NEGOTIATION

Abstract: This paper deals with the main mechanisms of bilateral cultural cooperation arrangements, objectives and the means employed to implement a common policy periodically redefined, according to the different stages of the diplomatic rapprochement between the two countries.

Keywords: cultural history of international relations, Romania, France, communisme, cultural policy.

La démarche historiographique spécifique à la diplomatie culturelle qui se trouve à l'origine de cette réflexion est inspirée par le souhait d'analyser posément, *sine ira et studio*, la suite que le régime communiste entend concéder à la relation bilatérale la plus élaborée que l'élite roumaine ait jamais tissée.

A la fin de l'Entre-Deux-Guerres, la politique culturelle initiée par la diplomatie française, solidement soutenue par le gouvernement roumain et bien accueillie par la population aboutissait à l'apogée de la diffusion de cette culture comme adjuvant de la progression de l'idée nationale et âpre bouclier des valeurs humanistes appelées au renfort pour garantir la justesse du progrès technique.

Après l'occupation de la France, lorsque ces perspectives politiques furent renversées, les échanges culturels laborieusement maintenus par les deux parties allaient devenir un vecteur de résistance¹. La «libération» dramatique du 23 août

* This work was cofinanced from the European Social Found through Sectorial Operational Programme Human Resources Development 2007-2013, project number POSDRU 159/1.5/S/140863 Competitive Researchers in Europe in the Field of Humanities and Socio-Economic Sciences. A Multi-regional Research Network.

** Chercheur postdoctoral, Université de Bucarest; Email: georgiana.medrea_estienne@yahoo.fr

¹ Ana-Maria Stan, *Relațiile franco-române în timpul regimului de la Vichy (1940-1944)*, Cluj-Napoca, Argonaut Éditeur, 2006, *passim*.

1944 ouvre la série du déclin vertigineux des relations avec l'Occident. Néanmoins, jusqu'en 1989, ces deux pays réussissent à accorder plus ou moins leurs objectifs de coopération culturelle, étroitement liées à l'évolution de leurs relations politiques.

Notre but ici est de souligner le rôle, la stratégie et les résultats des mesures de coopération progressivement mises en œuvre sur la base de protocoles, d'accords et de commissions mixtes par l'Institut Roumain de Relations Culturelles avec l'Etranger (IRRCE) avec la contribution plus modeste de l'Association France-Roumanie (AFR) d'une part et par la Bibliothèque Française de Bucarest d'autre part.

Il s'agit d'une relation à temporalités et attentes décalées: si l'IRRCE et l'AFR sont déjà opérationnelles en 1948, le dispositif français passe par une longue phase de déconstruction jusqu'en 1970, année où la Bibliothèque Française est à nouveau ouverte.

Les sources primaires consultées aux Archives nationales historiques centrales de Bucarest, ainsi qu'aux Archives diplomatiques de Courneuve, de Nantes et de Bucarest ont été complétées par des instruments et des ouvrages spécialisés particulièrement utiles, signés, par exemple, par Gavin Bowd, Dan Berindei², Ana-Maria Stan, Constantin Măță³, Catherine Durandin⁴, Vladimir Tismăneanu.

Pour commencer, il ne s'agit plus vraiment d'une coopération entre deux Etats, puisque les communistes se réservent l'initiative et le ton de ces relations, selon le modèle soviétique. Ainsi adoptent-ils deux types de mesures: créer leurs propres leviers de coopération, tout en détruisant en parallèle les dispositifs mis sur pied par les puissances occidentales avant la Seconde Guerre mondiale.

L'IRRCE est fondé 12 mars 1947 sous une dénomination prudente: Institut de Culture Universelle. Cette institution directement financée par le parti se fortifie rapidement, tout en requérant une tâche bien définie, celle d'assurer la propagande à l'étranger⁵.

A partir du 11 octobre 1948, la vocation principale de l'IRRCE est celle de mettre en œuvre les mesures prévues par les accords et les conventions culturelles signées par la Roumanie avec l'étranger. Son activité se diversifie progressivement, en comprenant dans son programme des échanges de publications, de films, l'organisation d'expositions.

Pour ce qui est de l'organisation interne, l'IRRCE est composé de deux directions principales: Documentation et Etudes. Chacune fonctionne selon un plan

² Dan Berindei, *Legături și convergențe istorice româno-franceze*, dans «Revista de istorie», 32^e tome, n° 3, mars 1979.

³ Constantin Măță, *Relațiile franco-române în perioada 1964-1968: dialog în perioada destinderii*, Iași, Universitățile Alexandru Ioan Cuza Éditeur, 2011, *passim*.

⁴ Catherine Durandin, *Istoria românilor*, Iași, Institutul European Éditeur, 1998, *passim*.

⁵ Le Service des Archives Nationales Historiques Centrales (à citer SANIC), *Institutul Român pentru Relații cu Străinătatea 1947-1969*, Inventaire 1774.

d'actions établi par une assemblée générale qui élit également un comité de direction, c'est-à-dire un président, sept vice-présidents et un secrétaire général. A partir de 1951, c'est le Ministère des Affaires étrangères qui établit le plan d'actions de la signature des conventions culturelles. Leur conclusion émane d'abord de la volonté de procéder à une ouverture politique spécifiquement orientée vers les pays du bloc communiste: si en 1949, seulement neuf pays capitalistes sont compris dans le programme de coopération, leur nombre s'élève à 58 en 1951. La coopération culturelle est strictement subordonnée aux objectifs de la propagande, devant lesquels l'histoire s'estompe, dans le meilleur des cas. En fait, les mêmes matériaux sont distribués sans distinction dans tous les pays visés.

Pendant les dix premières années du régime communistes⁶, imaginer préserver la francophonie et la francophilie profondément enracinées dans la société roumaine relevait du domaine du défi. Au dernier Congrès de la Mission Universitaire Française en Roumanie (MUF), le 23-25 avril 1948, les professeurs constatent devoir restreindre leur intervention à l'enseignement de la littérature classique et romantique, car la diffusion d'œuvres contemporaines non-communistes posait problème. Roland Barthes s'assure ainsi d'exposer les volumes de Marx dans la collection de la Bibliothèque de l'Institut Français⁶. Mais le régime ne s'en contente guère. Le 12 mai, le ministre de l'Enseignement Grigore Vasilichi refuse la demande de l'Ambassade française de maintenir la MUF, au prétexte de la réquisition de l'Ecole roumaine de Fontenay-aux-Roses. Il reproche de même au représentant de l'ambassade de subventionner des universitaires comme Basile Munteanu ou Petru Sergescu, tenus responsables pour la situation désastreuse de la culture des masses en Roumanie⁷. D'ailleurs, à l'automne 1948, la Roumanie renonce aux 65 bourses accordées par la France, en privilégiant dorénavant la formation de ses élites à Moscou.

Le dispositif français est ensuite rapidement mis en pièces: les contrats des professeurs étrangers sont brutalement arrêtés le 23 juin, les biens des congrégations enseignantes passent le 3 août dans la possession de l'Etat, et le 19 novembre, l'accord culturel signé avec la France à la veille de la Seconde Guerre Mondiale est unilatéralement dénoncé. Bien que la Bibliothèque Française demeure fonctionnelle, la raffle du 3 mars 1950 y sème la terreur: trois fonctionnaires sont arrêtés et battus et des lecteurs roumains emprisonnés à Jilava.

Le blocage diplomatique français qui s'ensuit naturellement dure jusqu'en 1955, lorsque la partie roumaine se voit dans l'obligation de proposer la reprise des relations culturelles dans le cadre des négociations pour la reconduite de l'accord commercial. Ainsi, les Journées de l'amitié franco-roumaine sont organisées au mois de novembre dans la capitale roumaine. Le Quai d'Orsay estime à juste titre que ni l'exposition au Musée National, ni les conférences, ni les concerts

⁶ Gavin Bowd, *La France et la Roumanie communiste*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 91.

⁷ *Ibidem*, p. 92.

radiodiffusés ne peuvent compenser la fermeture de l'Institut Français de Bucarest, la censure de la diffusion du livre sur le marché et du français dans l'enseignement. Tout en refusant le partenariat avec l'Association France-Roumanie, qui patronait l'événement, les diplomates français obtiennent de communiquer directement avec les personnages officiels et ils acceptent ainsi de participer aux fêtes, en choisissant néanmoins attentivement les manifestations politiquement neutres.

La question des échanges culturels s'impose dans l'actualité en étroite relation avec l'évolution des objectifs de rapprochement politique. Il y a là, semble-t-il, une constante spécifique aux relations des pays satellites avec l'Occident, propre aussi à la période d'après-guerre, lorsque la politique culturelle des différents pays européens est reformulée selon les priorités du développement des relations économiques et favorise implicitement les échanges en matière de sciences exactes et techniques.

Après le 29 juillet 1958, lorsque l'IRRCE est habilité à conclure de accords et des conventions internationales, cette institution se manifeste notamment dans la création et le maintien des liens avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales. Réciproquement, en pleine période de «destalinisation formelle»⁸, Paris abandonne sa réserve de rétablir des liens culturels en la faveur d'une véritable ouverture diplomatique. La stratégie de négociation avec l'UNESCO bénéficie d'ailleurs du concours bienveillant des fonctionnaires français attachés à la question roumaine, dont Michel Dard, ancien membre de la MUF, qui facilite, de l'intérieur, les premiers contacts, en initiant même le projet de déplacement officiel à Bucarest pour préparer l'adhésion⁹.

Au fur et à mesure de la reconstruction des relations officielles, les manifestations proposées par l'IRRCE évoluent des expositions minimalistes de propagande rudimentaire, discrètement hébergées par des instituts ou des centres de formation du Parti Communiste Français vers des événements d'envergure, à visibilité grandissante, organisés avec l'appui de différents ministères français, sous le patronage de la Direction des Relations Culturelles du Quai d'Orsay.

Les instructions sommaires qui accompagnent les premières expositions demandent l'argumentation de la bénéfïcité du régime et de la relation avec Moscou. Par exemple, pour l'exposition de photographies «Republica Populară Română devine o țară avansată» (La République Populaire Roumaine devient un pays avancé - 1951), il est clairement précisé: «Dans toutes ces réussites, vous ferez apparaître l'aide et les méthodes soviétiques, ainsi que le combat des travailleurs pour des entreprises paisibles / IAR, Sovromtractor, par exemple»¹⁰. La culture comme «bien des masses»¹¹ devient une idée prioritaire et exportable.

⁸ Vladimir Tismăneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (editors), *Comisia Prezidențială pentru analiza dictaturii comuniste din România. Raport final*, Bucarest, Humanitas Éditeur, 2007, p. 314.

⁹ SANIC, fonds IRRCS, dossier France 175/1956-1957, feuille 13.

¹⁰ SANIC, fonds IRRCS, Direction Secrétariat, 11 avril 1951, Mihail Macovei à la Commission d'Etat, dossier France 154/1947-1953, feuille 34.

¹¹ *Ibidem*, feuille 30.

La vitrine du régime s'enrichit rapidement avec des noms prestigieux, des artistes déjà connus en France sont cooptés dans le processus de redressement d'image et le discours devient de plus en plus nuancé. Ainsi, c'est le peintre Iser que signe la préface du catalogue de l'exposition Art plastique roumain contemporain (1951-1952). Celui-ci témoigne que le régime encourage «la lutte pour une vie nouvelle, pour un brillant accomplissement artistique semblable à celui atteint par les classiques»¹². Les principes de l'art nouveau «respectent la personnalité humaine dans toute sa complexité». L'auteur relève que dans une démocratie populaire, la liberté de création est indiscutable. Par conséquent, l'option massive des artistes pour l'esthétique du réalisme socialiste est due: «à l'amour pour le pays et pour son peuple, pour les gens qui travaillent dans les champs, pour ceux qui élèvent le niveau de l'industrie, qui bâtissent les grands édifices du socialisme et assurent l'électrification du pays»¹³.

Le public spécialisé lit à travers les lignes, les adeptes du communisme ne demandent qu'à se persuader que leurs idéaux deviennent réalité et la majorité des Français, pour lesquels les sujets roumains sont pratiquement inconnus, construisent leur représentation minimaliste selon les rares nouvelles diffusées par les grands quotidiens.

Quant aux relations avec la presse, le point de vue officiel, sensiblement reflété dans «Le Monde» ou «Le Figaro» est évidemment plus réservé que les opinions d'extrême gauche exposées par L'Humanité. Comme les «Temps modernes» ou «Alternatives», des revues qui réservent une large part aux pays de l'Est, cette dernière publication répercute pour longtemps l'image présentée par la propagande dans «Roumanie nouvelle», «Bulletin Agerpress» etc., des journaux et des revues envoyés par l'IRRCE directement aux centres et aux institutions culturelles.

Quels que soient les domaines d'intervention, la propagande se manifeste plus ou moins adroitement, de manière plus ou moins convaincante, tout le long de la période communiste. La réserve inspirée à l'étranger par la langue de bois est susceptible d'être vaincue par la qualité des travaux exposés, des œuvres exportées, qui s'impose au delà des limitations conventionnelles du discours officiel.

La première étape des négociations est donc close en juillet 1959 par la signature d'un protocole de coopération culturelle qui prévoit l'ouverture d'un poste de lecteur français à Bucarest, ainsi que la reprise de l'échange de boursiers, de professeurs et de spécialistes. L'ouverture est de même décidée d'une librairie française. Pour le moment, le contexte est peu sûr, car les persécutions des élites anciennes continuent et le système contrôle les artistes adoués.

En revanche, au début des années soixante, la diplomatie roumaine se distingue par une initiative remarquable et courageuse dans le but d'équilibrer les

¹² *Art plastique roumain contemporain. Catalogue Paris 1951-1952*, p. 4; SANIC, fonds IRRCS, dossier France 154 /1947-1953.

¹³ *Ibidem*.

relations avec l'Occident, pour atténuer dans la mesure du possible l'ascendance de l'URSS. En même temps, la France souhaite un rapprochement avec la Russie, un partenaire suffisamment fort pour contrebalancer l'influence américaine. Ainsi, en décembre 1963, les missions de Bucarest et de Paris furent élevées au rang d'ambassade. C'est le signe d'une fortification des relations bilatérales, poursuivie par la visite de Gheorghe Maurer à Paris l'année suivante (27 juillet-3 août).

Celui-ci fut accompagné par une délégation consistante de ministres et les questions culturelles étaient incluses dans la base commune d'action. Les retrouvailles sont placées sous le signe de l'appartenance européenne et de la solidarité d'un continent qui s'étend de l'Atlantique à l'Oural et la réussite dans le domaine des échanges culturels est de taille. Ils'agit tout simplement de la décision d'ouvrir à nouveau l'Institut Français à Bucarest. La tendance se propage rapidement dans le milieu scientifique. A l'Académie Roumaine, Maurer évoque «l'aide précieuse» accordée par la France dans des moments difficiles¹⁴.

Entre 1964 et 1968, le processus demeure laborieux, avec des hauts et des bas. A la fin du mois d'avril 1965, lorsque l'ambassadeur Jean-Louis Pons évoque lors de l'entretien accordé par Nicolae Ceaușescu, le sujet de l'ouverture d'une bibliothèque, celui-ci l'écoute avec froideur, en lui rappelant que la France n'a pas encore de bibliothèque en URSS¹⁵.

En janvier 1965, Corneliu Mănescu signe à Paris un accord culturel reconductible avec une validité de deux ans. Jusqu'à l'automne 1989, une commission mixte de coopération scientifique et technique se réunira périodiquement pour valider le programme commun d'actions.

La préparation de la visite du Général de Gaulle à Bucarest facilite le maintien de ces bonnes dispositions, qu'André Malraux renouvelle au début de l'année 1966 à l'ambassadeur roumain à Paris. Son message transmis à l'IRRCE mentionne la «vigueur» et la «résistance» du peuple roumain, sa capacité à développer son esprit créateur malgré les défis de l'histoire, tout en suggérant l'ouverture en France d'un cycle d'expositions qui éclairent ce phénomène et la manière dont il se reflète dans l'art roumain actuel¹⁶.

Le résultat le plus prestigieux de ces négociations, l'ouverture de la Bibliothèque Française de Bucarest en 1970, est une conséquence directe de la visite mémorable du Général. En même temps, les liens traditionnels entre ces deux cultures sont pour la première fois célébrés dans l'espace publique par Nicolae Ceaușescu.

Réciproquement, la visite du président roumain en France en 1970 est marquée par des événements culturels préparés par les deux parties. Les postes de radio *France Culture*, *France Musique*, *France Inter* présentent une *Semaine roumaine*, Caragiale est célébré à la Comédie Française, Unesco par l'Orchestre de

¹⁴ Gavin Bowd, *op. cit.*, p. 192.

¹⁵ *Ibidem*, p. 124.

¹⁶ SANIC, fonds IRRCS, dossier France 190/1964-1967, Lettre de Vasile Gliga à Ion Pas, 28 février 1966, n° 10/1672, feuille 74.

la Radio et l'anthologie est publiée d'Alain Bosquet, *La poésie roumaine de A à Z*. L'abondance d'événements culturels doit signifier l'importance politique des relations bilatérales.

Le rôle de la Bibliothèque Française est certes plus modeste que celui exercé par l'Institut Français de Bucarest dans l'Entre-Deux-Guerres. Les autorités roumaines surveillent de près ses lecteurs et les bourses sont attribuées sans appel aux candidats préférés par la nomenklatura. En novembre 1971, Maurice Schumann soumet à l'attention de Corneliu Mănescu la baisse de l'importance de l'enseignement du français, de 65 à 50%. Trois ans plus tard, la demande que cet enseignement soit plus largement diffusé est formulée par la partie française parmi les conditions de l'octroi d'avantages commerciaux.

Cependant, au fur et à mesure de la réglementation de cette collaboration par des conventions et des plans mixtes, dans des conditions de réciprocité, l'aire de diffusion et le nombre des actants s'agrandissent. Dans les milieu scientifiques, les liens sont maintenus d'abord par l'expédition de publications périodiques en français, telles que la *Revue Roumaine d'Histoire*, la *Revue Roumaine de l'Art* etc.

Les échanges d'expérience par des stages et des formations, les déplacements à des conférences et des colloques se déroulent en grande partie sur la base des accords directs entre les différentes institutions d'enseignement et de recherche. L'IRRCE s'investit pour centraliser les actions considérées prioritaires, dans des domaines comme la médecine, les sciences exactes et appliquées. L'incidence de la sphère politique semble plus aigüe dans le domaine de l'histoire, le fer de lance de la propagande scientifique à l'étranger dans les années 1970. Comme Dinu Giurescu le rappelle, les interventions des historiens sont soumises à une censure attentive¹⁷. Les débats scientifiques avec les collègues français doit être complémentaire à l'image que le régime propose du pays.

Lorsque les savants français manifestent des sympathies de gauche, ceux-ci sont invités dans le pays, accueillis avec des égards scientifiques et touristiques. C'est le cas d'André Langevin, professeur à l'École Supérieure d'Ingénieurs de Paris, communiste et membre actif de l'Association *France-Roumanie*. La même importance est attachée aux personnalités d'origine roumaine établies en France, invitées avec insistance dans l'espoir qu'elle adhèreraient au moins partiellement au régime. Une fois en France, leurs contacts roumains feraient appel à eux pour diffuser les réussites du communisme roumain. Alexandre Cantacuzino, par exemple, est invité en 1967 avec son épouse, Marianne Labeyrie, la fille de l'ancien gouverneur de la Banque de France, membre de l'Association *France-Roumanie*¹⁸.

En ce sens, une attention particulière est accordée à la commémoration des médiateurs des relations franco-roumaines. Ces manifestations constituent de

¹⁷ Dinu Giurescu, *De la Sovrom construcții la Academia Română. Amintiri. Mărturii*, Bucarest, Meronia Éditeur, 2008, *passim*.

¹⁸ Ioan Opreș, *Prezențe culturale românești în lume 1950/1970*, Bucarest, Oscar Print Éditeur, 2013, p. 199.

véritables piliers de relance de la coopération. Pour la commémoration de Georges Enesco, par exemple, deux bustes sont inaugurés au Conservatoire et à l'Opéra de Paris, dont un commandé à Alexandra Lavriller-Cosăceanu. Cette occasion est saisie pour établir le contact avec Georges Hirsch, l'administrateur de la Réunion des Théâtres Lyriques Nationales ou avec Loucheur, le directeur du Conservatoire. Une délégation composée des musiciens contemporains les plus prestigieux – Ion Dumitrescu, Alfred Alessandrescu, Constantin Silvestri, Constantin Jora et Alfred Mendelsohn – parfait la réussite des échanges. Certains signent même des contrats pour des concerts. A ces rencontres, les représentants des ministères afférents sont régulièrement présents et les relations administratives s'assouplissent. En règle générale, les diplomates roumains fructifient efficacement ces contacts.

Les beaux-arts, la musique et le théâtre, plus éloignés de la sphère politique, constituent une bonne base de collaboration. Ce sont des manifestations qui demandent un investissement financier plus important que celles scientifiques, mais leur succès de caisse fait aussi la différence.

La renommée des acteurs roumains en France et l'amour du public roumain pour la culture française sont essentiels à la réussite des tournées organisées par la propagande de l'IRRCE en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères français. En juin 1956, le théâtre *Atelier* donne plusieurs représentations à Bucarest. En même temps, le théâtre *Ion Luca Caragiale* participe au Festival d'Art dramatique de Paris¹⁹, et le succès remporté leur apporte des bénéfices. Le développement de l'industrie cinématographique roumaine engendre des recettes considérables et la coproduction de films représente un domaine important de ces échanges. Tel comme le montre Aurelia Vasile, l'incidence de la politique est ici décisive, et les différences de statut entre les employés français et roumains saisissantes²⁰.

Les écrivains sont cooptés à leur tour dans ces relations. La visite organisée pour Eugen Jebeleanu et Demostene Botez en 1956 demeure emblématique²¹. Grâce aux différents réseaux d'amitié personnelle, mais aussi dans la suite du *dégel* des relations culturelles, ceux-ci sont reçus à la Société des Gens de Lettres, invités à prendre la parole à la Radio Paris Internationale et à préparer l'adhésion à l'Union des Ecrivains au Pen-Club. Ils agissent en véritables ambassadeurs culturels, en obtenant, par exemple, l'accord de Pierre Morel, le président des Libraires de Paris, celui de l'éditeur Pierre Seghers et du poète Henri Pichette qui expriment leur disponibilité de faire le déplacement dans le pays afin d'étudier les possibilités de coopération sur place.

¹⁹ Gabriel Catalan, *Teatrul și muzica în primii ani de comunism* (1), dans «Revista arhivelor», I/2009, édition électronique <http://www.arhivelenationale.ro/images/custom/image/serban/RA%201%202009/15%20catalan,%20gabriel.pdf>

²⁰ Aurelia Vasile, *Le cinéma roumain dans la période communiste. Représentations de l'histoire nationale*, Bucarest, Université de Bucarest Éditeur, 2011, *passim*.

²¹ SANIC, fonds IRRCS, dossier France 175/1956-1957.

Si au début des années 1980, les relations économiques sont estimées satisfaisantes – la Roumanie était le 4^e partenaire commercial de la France en Europe de l'Est, après l'URSS, la Pologne et la Yougoslavie –, l'anniversaire du centenaire des relations diplomatiques est ombragé par un recul des échanges culturels: en 1979, seulement 13,5% des bourses et 22% des missions scientifiques proposées ont été menées à bonne fin²². Les diplomates français continuent à veiller sur les positions déjà acquises en matière économique et culturelle. Ils apprécient l'autonomie de la politique extérieure roumaine, tout en marquant en même temps une distance par rapport au régime «le plus rigoureux d'Europe orientale sur le plan intérieur»²³.

Au fond, à partir des années soixante-dix, au moment même où se stabilisent les relations culturelles institutionalisées, une rupture se produit de la perspective commune, à cause du renforcement constant du contrôle idéologique des contenus véhiculés et des médiateurs acceptés.

La presse et la télévision reflètent attentivement cette transformation. En avril-mai 1968, par exemple, *Le Monde* rendait hommage à la réception du Général de Gaulle en Roumanie, en célébrant un peuple latin ami, indépendamment des différences de régime. Après 1971, la popularité de Nicolae Ceaușescu ne cesse de baisser et dans les années 1980, le sujet roumain le plus visible est constitué par le drame des intellectuels dissidents, qui prend les ampleurs d'un scandale humanitaire. Le même quotidien publie, le 26 juillet 1980, l'article d'Eugène Ionesco, *Le cri d'un Roumain en danger de mort*, qui alerte l'opinion sur le cas de Virgil Tănase. En septembre 1988, Pierre Bocev, du *Figaro*, est mis en demeure de quitter le pays après quatre jours d'enquête journalistique. En mars 1989, Mircea Dinescu est sanctionné pour avoir accordé une interview à la *Libération*. Antenne 2 consacre aux dissidents roumains l'émission *Résistances*, tout en participant à la campagne de dénonciation des difficultés de regroupement familial. C'est toujours le poste *Antenne 2* qui lance les premiers encouragements officiels pour le changement du régime²⁴.

Au fond, sans trop évoquer l'histoire des relations bilatérales, en politique extérieure, les communistes s'appuient sur les acquisitions d'un passé qu'ils ne cessent de condamner sur intérieur. Malgré l'atmosphère relativement sombre qui plane sur les relations culturelles officielles à la fin des années 1980, il faut noter que ces relations participent en même temps au maintien d'un *statu-quo*, d'un terrain d'entente, de stabilité entre les deux pays. Ainsi, le 22 décembre 1989, Michel Rocard recommande le développement des relations avec la Roumanie, en évoquant justement l'argument des affinités culturelles. Les excès du régime en chute libre ne perturbent pas vraiment l'activité de l'Institut de Relations Culturelles avec l'Étranger, qui continue à accomplir ses objectifs.

²² Gavin Bowd, *op. cit.*, p. 306.

²³ *Ibidem*, p. 306.

²⁴ *Ibidem*, p. 253.

